



**ÉTATS
FINANCIERS**

31 mars 2010

**CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI
DE MARQUETTE**

BOURASSA

BOYER inc.

Société de comptables agréés



BOURASSA
BOYER inc.

Société de comptables agréés

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux administrateurs de **CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MARQUETTE**

Nous avons vérifié le bilan de **CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MARQUETTE** au 31 mars 2010 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'organisme. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Bourassa Boyer inc*¹

Société de comptables agréés

Vaudreuil-Dorion, le 26 mai 2010

¹CA auditeur permis n° 12746

RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 mars 2010

	2010		2009	
PRODUITS				
Subventions (note 4)	557 935	\$	612 602	\$
Contrats de service	2 520		5 000	
Autres	1 400		588	
Intérêts	454		3 252	
Commandites et dons	—		4 900	
	562 309		626 342	
CHARGES				
Salaires et charges sociales	409 413		431 220	
Projets spéciaux	53 068		103 618	
Informatique	12 162		10 971	
Frais de déplacement et de représentation	10 730		10 371	
Frais de bureau	9 188		8 676	
Télécommunications	9 745		8 797	
Honoraires professionnels	7 863		7 671	
Électricité et chauffage	6 686		9 948	
Entretien et réparations	5 467		23 276	
Publicité	3 850		3 630	
Assurances	3 527		5 622	
Formation et colloque	3 037		5 444	
Location d'équipement	1 614		1 614	
Abonnements et cotisations	1 428		1 113	
Frais bancaires	1 384		1 362	
Taxes et permis	757		814	
Créances irrécouvrables	514		2 028	
Aménagement des locaux	—		5 168	
Amortissement des immobilisations corporelles	7 577		12 084	
	548 010		653 427	
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES				
PRODUITS SUR LES CHARGES	14 299	\$	(27 085)	\$

ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
Exercice terminé le 31 mars 2010

	Investis en immobilisations	Non grevés d'affectations	2 0 1 0	2 0 0 9
SOLDE AU DÉBUT	56 712 \$	49 712 \$	106 424 \$	136 009 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(6 301)	20 600	14 299	(27 085)
Travaux de toitures effectués	—	—	—	(2 500)
SOLDE À LA FIN	50 411 \$	70 312 \$	120 723 \$	106 424 \$

BILAN
31 mars 2010

	2010		2009
ACTIF			
COURT TERME			
Encaisse	20 227	\$	—
Placements temporaires (note 5)	58 649		18 419
Débiteurs (note 6)	57 912		113 262
Frais payés d'avance	7 024		6 143
	143 812		137 824
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 7)	50 411		57 988
	194 223	\$	195 812
			\$
PASSIF			
COURT TERME			
Découvert bancaire	—	\$	15 795
Comptes fournisseurs et frais courus	45 138		54 921
Dépôt en fiducie	1 671		2 998
Produits reportés (note 9)	26 691		14 398
	73 500		88 112
SUBVENTIONS REPORTÉES	—		1 276
	73 500		89 388
ACTIFS NETS			
Investis en immobilisations	50 411		56 712
Non grevés d'affectations	70 312		49 712
	120 723		106 424
	194 223	\$	195 812
			\$

AU NOM DU CONSEIL

_____, administrateur

_____, administrateur

FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	14 299 \$	(27 085) \$
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	7 577	12 084
Amortissement des subventions reportées	(1 276)	(1 274)
Affectation interne réalisée	—	(2 500)
	20 600	(18 775)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 10)	55 652	(27 831)
	76 252	(46 606)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements temporaires	(58 649)	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	—	(8 050)
	(58 649)	(8 050)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	17 603	(54 656)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	2 624	57 280
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	20 227 \$	2 624 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2010

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme, constitué en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (Québec), est un organisme de bienfaisance au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Son objectif est d'offrir un éventail de services en matière d'intégration socio-économique destinés aux jeunes adultes.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les périodes suivantes :

Bâtiment	20 ans
Mobilier et équipement	5 ans
Équipement informatique	2 à 5 ans

Subventions reportées

Les subventions reportées relatives à des immobilisations corporelles sont amorties selon les méthodes de l'amortissement linéaire et du solde dégressif à des taux ou périodes correspondants à celles des immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2010

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur de chaque catégorie d'actifs et de passifs financiers :

Encaisse, placements temporaires, débiteurs, comptes fournisseurs et dépôt en fiducie

Ces actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur qui est la valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Informations à fournir et présentation

Les organismes sans but lucratif peuvent choisir d'adopter les chapitres 3862, *Instruments financiers - informations à fournir* et 3863, *Instruments financiers - présentation*, de sorte que ceux-ci s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2008 ou de continuer à appliquer le chapitre 3861, *Instruments financiers - informations à fournir et présentation*. L'organisme a décidé d'appliquer le chapitre 3861.

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Adoption de conventions comptables

Au cours de l'exercice, l'organisme a appliqué les nouvelles recommandations de L'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») quant à la comptabilisation, l'évaluation et la présentation de l'information financière propres aux organismes sans but lucratif contenues dans la série du chapitre 4400 et du chapitre 1540 du Manuel de l'ICCA. L'adoption par l'organisme de ces nouvelles normes n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

Fondements conceptuels des états financiers

Au cours de l'exercice, l'organisme a appliqué les nouvelles recommandations de l'ICCA concernant le chapitre 1000, *Fondements conceptuels des états financiers*, qui a été modifié pour tenir compte de la capitalisation des coûts qui satisfont réellement à la définition d'un actif et met dorénavant moins l'accent sur le principe du rapprochement. L'adoption par l'organisme de ces nouvelles normes n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2010

4. SUBVENTIONS	2010		2009	
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale	358 155	\$	351 034	\$
Jeunes en Action (18-24)	61 080		57 000	
Secrétariat à la jeunesse (IDEO 16-17)	35 972		35 972	
CSSS de Lachine (Priorité Jeunesse)	23 763		27 862	
Fondation Bon Départ - Canadian Tire	18 059		—	
Ville de Montréal - Contrat de ville	14 077		12 300	
Ville de Montréal - Regroupement	13 398		1 602	
CJE Verdun	10 000		—	
Arrondissement de Lachine	10 000		10 500	
C.S. Lester B. Pearson	3 990		—	
Partenaires projet-pilote 16-24	3 284		3 147	
Emplois d'été Canada	2 881		4 080	
Caisse Provost de Lachine	1 000		—	
Regroupement des services	1 000		—	
RHDCC - Projet Rabaska	—		79 127	
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale - Projet Rabaska	—		28 204	
Député de Marquette	—		500	
Amortissement des subventions reportées	1 276		1 274	
	557 935	\$	612 602	\$
5. PLACEMENTS TEMPORAIRES				
Dépôt à terme, 0,2 %, échéant en avril 2010	18 476	\$	18 419	\$
Dépôt à terme, 0,2 %, échéant en mai 2010	40 173		—	
	58 649	\$	18 419	\$
6. DÉBITEURS				
Billet à recevoir, 2 %	25 000	\$	—	\$
Subventions	23 009		36 306	
CJEOI	6 723		70 846	
Taxes à la consommation	2 763		3 622	
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale	417		417	
Avances à des organismes sans but lucratif, sans intérêts	—		1 744	
Autres	—		327	
	57 912	\$	113 262	\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 2010

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES			2010			2009
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette		Valeur nette	
Terrain	13 165 \$	— \$	13 165 \$		13 165 \$	
Bâtiment	80 644	48 385	32 259		36 292	
Mobilier et équipement	34 744	34 744	—		666	
Équipement informatique	69 008	64 021	4 987		7 865	
	197 561 \$	147 150 \$	50 411 \$		57 988 \$	

8. EMPRUNT BANCAIRE

L'emprunt bancaire éventuel d'un montant autorisé de 30 000 \$, taux préférentiel bancaire plus 3,5 %, est renouvelable en septembre 2010.

9. PRODUITS REPORTÉS

Les produits reportés représentent des subventions reçues au cours de l'exercice et destinées à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent.

10. FLUX DE TRÉSORERIE

Trésorerie et équivalents de trésorerie	2010	2009
Encaisse	20 227 \$	— \$
Placements temporaires	—	18 419
Découvert bancaire	—	(15 795)
	20 227 \$	2 624 \$

Variation nette des éléments hors caisse
du fonds de roulement

Débiteurs	55 350 \$	(46 305) \$
Frais payés d'avance	(881)	(2 635)
Comptes fournisseurs et frais courus	(9 783)	23 713
Dépôt en fiducie	(1 327)	2 998
Produits reportés	12 293	(5 602)
	55 652 \$	(27 831) \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 2010

11. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

L'organisme est exposé au risque de crédit sur les subventions à recevoir. Cependant, l'organisme évalue, de façon continue, les montants à recevoir sur la base des montants dont elle a la quasi-certitude de recevoir en se fondant sur la valeur de réalisation estimative.

Juste valeur

Les justes valeurs de l'encaisse, des placements temporaires, des débiteurs, des comptes fournisseurs et du dépôt en fiducie correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

12. INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL

Le capital de l'organisme est constitué des actifs nets. Les objectifs de l'organisme en ce qui a trait à la gestion de son capital consistent à assurer la continuité de l'exploitation afin de s'acquitter de sa mission. L'organisme gère la structure de son capital en établissant et en surveillant ses budgets annuels de manière qu'il soit maintenu à un niveau satisfaisant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES